

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

10 novembre 2010

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**relative au maintien de l'embargo
sur les armes décrété par l'Union européenne
à l'encontre de la République
populaire de Chine**

(déposée par
M. Gerolf Annemans et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

10 november 2010

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**tot het behoud van het wapenembargo
van de Europese Unie tegen
de Volksrepubliek China**

(ingedien door
de heer Gerolf Annemans c.s.)

0604

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti Socialiste
MR	:	Mouvement Réformateur
CD&V	:	Christen-Démocratique en Vlaams
sp.a	:	socialistische partij anders
Ecolo-Groen!	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales — Groen
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten
VB	:	Vlaams Belang
cdH	:	centre démocrate Humaniste
LDD	:	Lijst Dedecker
PP	:	Parti Populaire
<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000: Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA: Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV: Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV: Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV: Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN: Plenum
COM:	Réunion de commission	COM: Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT: Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)
<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>		
<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>		

Commandes: Place de la Nation 2 1008 Bruxelles Tél.: 02/ 549 81 60 Fax: 02/549 82 74 www.laChambre.be e-mail: publications@laChambre.be	Bestellingen: Natieplein 2 1008 Brussel Tel.: 02/ 549 81 60 Fax: 02/549 82 74 www.deKamer.be e-mail: publicaties@deKamer.be
--	---

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de résolution reprend, en l'adaptant, le texte de la proposition de résolution DOC 52 1121/001.

La répression sanglante de la révolte tibétaine en mars 2008 a de nouveau démontré que l'embargo sur les armes à l'encontre de la République populaire de Chine (RPC) devait être maintenu.

Après le bain de sang survenu place Tien-an-men le 4 juin 1989, l'Union européenne a instauré un *boycott* économique, un gel des contacts politiques et diplomatiques et un embargo sur les armes contre la RPC. Un an plus tard, les relations économiques et diplomatiques ont été rétablies — à l'époque, les droits de l'homme étaient déjà subordonnés aux intérêts économiques.

Il n'est pas étonnant que la Chine souhaite, elle aussi, mettre fin à l'embargo sur les armes. Celui-ci constitue, en soi, un désaveu du régime qui a massacré, lors de ces deux horribles journées de 1989, des milliers de citoyens, descendus pacifiquement dans la rue pour revendiquer un minimum de démocratie. La nomenclatura communiste, qui a le bain de sang de Tien-an-men sur la conscience, est toujours bien en place aujourd'hui. Par ailleurs, depuis l'ouverture économique, toute la technologie industrielle occidentale est aux mains du régime dictatorial de Pékin. Il ne lui manque plus que les connaissances technologiques militaires occidentales. Il ne sera possible de copier les armements occidentaux et les technologies militaires modernes que si les entreprises militaires occidentales créent des coentreprises sur le continent chinois, ce qui ne pourra se faire qu'après la levée de l'embargo sur les armes.

L'argument économique avancé par certains pays européens pour lever l'embargo sur les armes — un argument condamnable ne fût-ce que pour des raisons morales et éthiques — n'est donc pas pertinent. Le régime communiste de la République populaire de Chine n'est pas intéressé par l'achat d'armes fabriquées en Europe. Ce que la République populaire de Chine veut, c'est, le plus rapidement possible et de la manière la moins coûteuse possible, donc sans investir trop de temps et d'argent en recherche et en développement, jouer un rôle prépondérant sur le plan militaire au niveau mondial, comme elle a déjà réussi à le faire sur le plan économique. Or, elle ne pourra le faire que si elle remplace ses armes et son matériel militaire obsolètes par des répliques modernes de l'arsenal occidental. Les quelques avions français et sous-marins allemands que

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel van resolutie neemt in gewijzigde vorm de tekst over van het voorstel van resolutie DOC 52 1121/001.

De bloedige onderdrukking van de Tibetaanse opstand in maart 2008 heeft nog maar eens aangetoond dat het wapenembargo tegen de Chinese Volksrepubliek China (VRC) moet behouden blijven.

Na het Tien-an-men-bloedbad van 4 juni 1989, stelde de EU een economische *boycot*, een bevriezing van de politieke en diplomatieke contacten en een wapenembargo in tegen de VRC. Een jaar nadat werden de economische en diplomatieke relaties hersteld — mensenrechten bleken toen reeds ondergeschikt aan economische belangen.

Dat China ook af wil van het wapenembargo, is niet verwonderlijk. Het wapenembargo op zich is een desavouering van het regime dat op twee verschrikkelijke dagen in 1989 duizenden burgers, die vreedzaam op straat waren gekomen met een minimum aan democratische eisen, heeft afgeslacht. De communistische nomenclatuur die het Tien-an-men-bloedbad op haar geweten heeft, zit vandaag de dag nog steeds vast in het zadel. Ten tweede is het dictatoriale regime in Beijing sinds de economische opening in het bezit van alle industriële Westerse technologie. Enkel de Westerse militaire technologische kennis ontbreekt nog. Het kopiëren van de moderne Westerse wapens en militaire technologieën is enkel mogelijk wanneer de Westerse militaire bedrijven joint ventures oprichten op het Chinese vasteland, wat enkel mogelijk is na het opheffen van het wapenembargo.

De economische reden die sommige Europese landen aanhalen om het wapenembargo op te heffen — een drijfveer die om moreel-ethische redenen reeds voldoende verwerpelijk is — snijdt dus geen hout. Het communistisch regime van de VRC is niet geïnteresseerd in het kopen van wapens die zijn geproduceerd in Europa. De VRC wil zo snel en goedkoop mogelijk, dus zonder veel geld en tijd te steken in onderzoek en ontwikkeling, militair een doorslaggevende rol spelen op wereldniveau, zoals de VRC dit reeds heeft klaargespeeld op economisch gebied. Dit kan enkel door de verouderde Chinese wapens en militair materieel te vervangen door moderne replica's van het Westerse wapenarsenaal. De enkele Franse vliegtuigen en Duitse onderzeeërs die Beijing heeft beloofd aan te kopen na het schrappen van het wapenembargo, kunnen bo-

Pékin a promis d'acheter après la levée de l'embargo ne peuvent en outre être utilisés que dans une guerre d'agression contre des pays démocratiques comme Taiwan et le Japon. La position *si vis pacem, para bellum*, dont nous estimons qu'elle doit être défendue dans certaines situations sur le plan international, ne peut s'appliquer à la République populaire de Chine. Sur le plan défensif, la République populaire de Chine n'a en effet rien à craindre de ses voisins. Les réacteurs nucléaires allemands que Pékin envisage d'acquérir sont nécessaires à la Chine pour remplacer sa propre technologie nucléaire dépassée et faire ainsi progresser le programme chinois d'armement nucléaire.

“Le pouvoir politique est au bout du fusil”. Cette déclaration de Mao Tsé-Tung reste encore et toujours l’adage du parti communiste chinois. La République populaire de Chine est un colosse impérialiste dirigé par un clan maffieux sans scrupules. La République populaire de Chine a été et reste une menace militaire pour toute l’Asie de l’Est, pour la région du Pacifique et pour sa propre population. L’armée est chargée de procéder, d’après les estimations, à 10 000 exécutions par an, et de briser les grèves, les révoltes sociales et les actions démocratiques *manu militari*. On estime que quelque 300 personnes ayant manifesté sur la place Tienanmen sont encore détenues dans les prisons et les camps de concentration chinois. En avril 2004, Pékin a complètement ravalé ses promesses de démocratie à l’adresse de la population de Hong-Kong. Au cours des soixante dernières années, la RPC a annexé le Tibet, elle a été plusieurs fois en guerre avec l’Inde et le Vietnam et elle a installé et entretenu l’infâme régime communiste en Corée du Nord. Le groupement de rebelles communistes qui terrorise la population locale au Népal et entend y installer une dictature communiste par la force est armée par la République populaire de Chine. Le Japon et la République chinoise de Taiwan sont sous la menace militaire permanente de Pékin. Sous l’effet de cette menace réelle, le Japon a récemment défendu un nouveau plan de défense. Étant donné les visées de la République populaire de Chine sur la Mongolie et la Sibérie orientale, un conflit militaire entre la Russie et la République populaire de Chine n’est pas non plus exclu dans le futur (proche). De plus, la République populaire de Chine ne fait pas preuve de transparence en ce qui concerne sa vente de technologies militaires à des pays tiers. La République populaire de Chine est un des plus importants fournisseurs d’armes du Tiers-Monde et elle revend de la technologie en matière de missiles et en matière nucléaire à des pays au régime véreux, comme l’Iran et la Corée du Nord. Selon Amnesty International, la RPC est actuellement le principal fournisseur d’armes du régime génocidaire du Soudan.

Les États-Unis rejettent la levée unilatérale, par

vendien enkel gebruikt worden in een agressieoorlog tegen democratische landen zoals Taiwan en Japan. Het *si vis pacem, para bellum*-standpunt, dat volgens ons in sommige situaties op internationaal vlak te verdedigen valt, gaat niet op voor de VRC. Defensief hoeft de VRC immers niets te vrezen van haar buurlanden. De Duitse en Franse kernreactoren die Beijing op het oog heeft, zijn nodig om de eigen verouderde atoomtechnologie te vervangen en om zo het Chinese kernwapenprogramma op een hoger niveau te brengen.

“De politieke macht komt uit de loop van een geweer”. Deze uitspraak van Mao Tsé-Tung is nog steeds het adagio van de Chinese communistische partij. De VRC is een imperialistische kolos geleid door een maffiaclan zonder scruples. De VRC was en blijft een militaire dreiging voor heel Oost-Azië, de Pacific-regio én voor haar eigen bevolking. Het leger wordt ingezet om de naar schatting 10 000 executies per jaar uit te voeren en om stakingen, sociale opstanden en democratische acties *manu militari* te breken. Naar schatting zitten nog steeds zo’n 300 Tienanmen-betogers in Chinese gevangenis en concentratiekampen. De democratische beloften naar de bevolking van Hong Kong toe, werden in april 2004 door Peking volledig ingeslikt. De VRC heeft in de laatste 60 jaar Tibet geannexeerd, verschillende oorlogen met India en Vietnam uitgevochten en het mensonterende communistische regime in Noord-Korea geïnstalleerd en onderhouden. De communistenbende die in Nepal de plaatselijke bevolking terroriseert en met geweld een communistische dictatuur wil installeren, wordt bewapend door de VRC. Japan en de Chinese Republiek (Taiwan) staan onder constante militaire dreiging vanuit Peking. Als gevolg van deze reële dreiging heeft Japan onlangs een nieuw defensieplan aangenomen. Door de aspiraties van de VRC op Mongolië en Oost-Siberië, is ook een militair conflict tussen Rusland en de VRC in de (nabije) toekomst niet uitgesloten. Bovendien is de VRC niet transparant wat betreft zijn verkoop van militaire technologieën aan derde landen. De VRC is een van de grootste wapenleveranciers van de Derde Wereld en verkoopt raket- en nucleaire technologie door aan landen met malafide regimes zoals Iran en Noord-Korea. De VRC is volgens Amnesty International op dit moment de grootste wapenleverancier van het genocidaire regime in Sudan.

De VSA verwerpt een eenzijdige opheffing van het

l'Union européenne, de l'embargo sur les ventes d'armes décrété à l'encontre de la RPC. Le Parlement européen a, lui aussi, adopté en décembre 2003 une résolution qui rejette fermement, dans l'état actuel des choses, la levée dudit embargo, et il a en outre récemment réitéré, en novembre 2004, son opposition à sa levée. Il est exclu que l'Union européenne lève l'embargo sur les ventes d'armes décrété à l'encontre de la République populaire de Chine tant que celle-ci ne se sera pas engagée dans un processus de démocratisation, qu'elle n'aura pas signé la Convention internationale sur les droits politiques et civils et ne l'appliquera pas tant que la République populaire de Chine n'aura pas réparé les erreurs qu'elle a commises par le passé et tant qu'elle continuera à mener une politique impérialiste. Le risque est en effet trop grand que le régime dictatorial de Pékin utilise les armes et la technologie militaire européennes pour se maintenir en place, pour opprimer sa population ou les régions qu'il occupe, ou pour mener des guerres d'agression contre des États démocratiques avoisinants. Il est inconcevable qu'une dictature sanglante dirigée par une bande de criminels maffieux accède, avec le soutien de l'Union européenne, à l'hégémonie militaire au niveau mondial. Nous ne pourrons jamais admettre de voir, dans les rues de l'une ou l'autre ville chinoise, un vaillant défenseur des droits de l'homme chinois faire face à une colonne de tanks fabriqués en Europe.

De plus, une éventuelle levée de l'embargo sur les ventes d'armes à la Chine met en péril les relations déjà tendues entre l'Union européenne et les États-Unis. Les États-Unis ont suspendu leurs relations diplomatiques et interrompu leurs transactions militaires avec la République populaire de Chine au lendemain du massacre de la place Tien-an-men. Lorsqu'ils furent les premiers à rétablir leurs relations diplomatiques avec la République populaire de Chine au début des années 90, ils ont dû essuyer les critiques européennes. Aujourd'hui, toutefois, alors que le régime dictatorial qui sévissait en République populaire de Chine il y a vingt ans est toujours en place, c'est l'Union européenne qui, s'opposant à la volonté des États-Unis, souhaite que soit levé l'embargo sur les ventes d'armes à la Chine.

L'adoption, préconisée par différents États membres européens ayant des intérêts en la matière, d'un code de conduite européen sur l'exportation d'armements en lieu et place de l'embargo sur les ventes d'armes à la République populaire de Chine, ne nous semble pas non plus acceptable. L'objectif de cette proposition est évident et son exhaustivité ne laisse planer aucun doute, tant en ce qui concerne les partisans de la levée de l'embargo que le dénominateur commun à supprimer: ce sont les pays européens exportateurs d'armes, emmenés par la France, qui, poussés par l'appât du gain, voudraient troquer l'embargo sur les ventes d'armes à la République

wapenembargo tegen de VRC vanwege de EU. Ook het Europees Parlement heeft in december 2003 een resolutie aangenomen die het opzeggen van het wapenembargo in de huidige omstandigheden krachtig verwerpt, en het heeft haar weerstand tegen een opheffing nog eens herhaald in november 2004. Zolang de VRC geen democratiseringsproces heeft gekend, zolang de VRC de internationale conventie over de politieke en burgerrechten niet aanneemt en toepast, zolang de VRC zijn fouten uit het verleden niet heeft rechtgezet en zijn imperialistische lijn niet heeft laten varen, is het uitgesloten dat de EU het wapenembargo tegen de VRC opheft. Het gevaar is te groot dat het dictatoriale regime in Peking de Europese wapens en de Europese militaire technologie gebruikt om zichzelf in het zadel te houden, om de eigen bevolking en bezette gebieden te onderdrukken en/of om in te zetten tijdens agressieoorlogen tegen democratische staten in de regio. Het is onvoorstelbaar dat een bloeddorstige dictaatuur geleid door een misdadige maffiabende op militair vlak wereldhegemonie zou verwerven met Europese steun. We mogen nooit toestaan dat een moedige Chinese mensenrechtenactivist in de straten van een of andere Chinese stad een colonne tanks tegenhoudt — *made in Europe*.

Een eventuele opheffing van het wapenembargo brengt bovendien de reeds koele relatie tussen de EU en de VSA in gevaar. De VSA bevroor na het Tien-an-men-bloedbad de diplomatieke relaties en de militaire transacties met de VRC. Toen de VSA als eerste de diplomatieke relaties met de VRC herstelde begin 1990, ging dit gepaard met Europese kritiek. Terwijl de VRC nog steeds dezelfde dictaatuur is als 20 jaar geleden, is het nu de EU die het wapenembargo wil opheffen, tegen de wil van de VSA.

Een EU-gedragscode over wapenuitvoer die door verschillende belanghebbende Europese lidstaten wordt aangeprezen als alternatief voor het wapenembargo tegen de VRC, is voor ons evenmin aanvaardbaar. De bedoeling en de exhaustiviteit van dit voorstel, zowel wat betreft de voorstanders van een opheffing als wat betreft de te schrappen gemene deler, spreken voor zich: het zijn de wapenexporterende EU-landen, Frankrijk op kop — van andere landen is geen sprake — die het wapenembargo tegen de VRC voor geldgewin willen ruilen tegen zo'n gedragscode. De verklaring dat een opheffing van het wapenembargo “geen toename tot

populaire de Chine — aucun autre pays n'étant visé — contre ce code de conduite. La déclaration en vertu de laquelle la levée de l'embargo "ne devrait pas se traduire par une augmentation des exportations d'armes d'États membres de l'UE vers la Chine, que ce soit en termes quantitatifs ou qualitatifs", n'est pas défendable. Même si un code de conduite juridiquement contraignant en matière d'exportation d'armements devait voir le jour au sein de l'Union européenne, les différents États membres de l'Union européenne décideraient, selon des diplomates européens, toujours souverainement en matière d'exportations d'armes. Il convient en outre d'observer que divers États membres de l'Union européenne, dont la Belgique, ont violé et violent encore l'embargo sur les ventes d'armes à la République populaire de Chine. En 2000, New Lachaussée, entreprise établie à Herstal, a fourni des équipements de fabrication de munitions à la Chine. Par ailleurs, le ministre chinois de la Défense a rendu secrètement visite à la FN Herstal à la mi-octobre 2004. L'embargo sur les armes et le contrôle de cet embargo doivent être renforcés et non assouplis.

La présente proposition de résolution vise à exhorter le gouvernement fédéral à s'impliquer à tous les niveaux internationaux en faveur du maintien de l'embargo sur les ventes d'armes à la République populaire de Chine jusqu'à ce que celle-ci ait perdu son caractère non démocratique et impérialiste.

gevolg mag hebben van de wapenuitvoer van de EU-lidstaten naar China, in kwantitatief noch kwalitatief opzicht", is niet houdbaar. Zelfs als er een juridisch bindende EU-gedragscode komt inzake wapenuitvoer, zullen, volgens Europese diplomaten, de EU-lidstaten nog steeds soeverein beslissen over hun wapenuitvoer. Bovendien is en wordt het wapenembargo tegen de VRC geschonden door verschillende EU-lidstaten, ook door België. In 2000 leverde New Lachaussée uit Herstal munitiemachines aan China. En midden oktober 2004 bracht de Chinese minister van Defensie een geheim bezoek aan FN Herstal. Het wapenembargo en de controle erop dient niet versoepeld, maar integendeel verstrengd te worden.

Met deze resolutie roepen wij de federale regering op zich op alle mogelijke internationale niveaus in te zetten voor het behoud van het wapenembargo tegen de VRC, en dit totdat het ondemocratisch en imperialistisch karakter van de VRC teniet is gedaan.

Gerolf ANNEMANS (VB)
 Bert SCHOOPS (VB)
 Alexandra COLEN (VB)
 Peter LOGGHE (VB)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant que l'Union européenne a décrété un embargo sur les armes contre la RPC en 1989, à la suite du massacre de Tien-an-men;

B. considérant que la répression sanglante de la révolte tibétaine en mars 2008 a montré que la situation en RPC n'a pas évolué favorablement sur le plan politique et en matière de droits de l'homme et de droits civils et sociaux;

C. vu les aspirations impérialistes de la RPC en Extrême-Orient et la menace militaire constante et manifeste de la RPC à l'égard de la République de Chine (Taiwan) et du Japon;

D. considérant que plusieurs États membres de l'Union européenne, le Parlement européen et les États-Unis continuent, pour les raisons susmentionnées, de s'opposer à la levée de l'embargo sur les armes contre la RPC;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

de continuer à plaider au niveau international en faveur du maintien de l'embargo sur les armes contre la RPC, jusqu'à ce que ce pays se soit démocratisé, respecte les droits de l'homme et les droits civils et sociaux et renonce à ses aspirations impérialistes à l'égard du Tibet, de Taiwan, du Japon et d'autres pays de la région.

28 octobre 2010

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gelet op het feit dat het EU-wapenembargo tegen de VRC in 1989 is ingesteld na het Tien-an-men-bloedbad;

B. gelet op het feit dat het bloedig neerslaan van de Tibetaanse opstand in maart 2008 heeft aangetoond dat er in de VRC op politiek gebied en op vlak van de mensen- en burgerlijke en sociale rechten nog niets ten goede is veranderd sinds het Tien-an-men-bloedbad;

C. gelet op de imperialistische aspiraties van de VRC in het Verre Oosten en de constante onverholen militaire dreiging van de VRC tegenover de Republiek van China (Taiwan) en Japan;

D. gelet op het feit dat verschillende EU-lidstaten, het EP en de VSA om bovenvermelde redenen gekant blijven tegen een opheffing van het wapenembargo tegen de VRC;

VRAAGT DE FEDERALE REGERING:

op elk internationaal niveau te blijven ijveren voor het behoud van het wapenembargo tegen de VRC totdat de VRC gedemocratiseerd is, de mensenrechten en de burgerlijke en sociale rechten respecteert en afstand doet van haar imperialistische aspiraties tegenover Tibet, Taiwan, Japan en andere landen in de regio.

28 oktober 2010

Gerolf ANNEMANS (VB)
Bert SCHOOFS (VB)
Alexandra COLEN (VB)
Peter LOGGHE (VB)